

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 7–11 juin 2010

QUESTIONS DIVERSES

**Point 15 de l'ordre du
jour**

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2010/15-A
2 juin 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR LA VISITE SUR LE TERRAIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM AU KENYA

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionnée ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

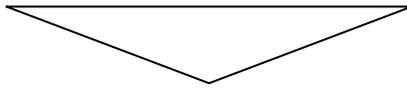
Secrétaire du Conseil
d'administration:

Mme C. von Roehl

tél.: 066513-2603

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du "Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PAM au Kenya" (WFP/EB.A/2010/15-A).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

PARTICIPANTS

- Mme Fatma Hussein Saber, Représentante permanente suppléante de la République arabe d'Égypte (Représentant de la Liste A)
- Mme Tritaporn Khomapat, Ministre (Agriculture), Représentante permanente de la Thaïlande (Représentant de la Liste B)
- Mme Andrea Londono Osorio, Conseillère, Représentante permanente adjointe de la Colombie (Représentant de la Liste C)
- S.E. M. James Alexander Harvey, Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume-Uni (Représentant de la Liste D)
- M. Arsen Vartanyan, Premier Secrétaire, Représentant permanent suppléant de la Fédération de Russie (Représentant de la Liste E)
- Mme Claudia von Roehl, Secrétaire du Conseil d'administration

INTRODUCTION

1. Des représentants du Conseil d'administration du PAM se sont rendus au Kenya du 1^{er} au 6 mars 2010; c'est la première fois que ce pays reçoit la visite de membres du Conseil. La mission s'est rendue dans la capitale, Nairobi, où le travail du PAM se concentre sur des campements urbains informels, et les zones arides et semi-arides où le PAM mène un éventail d'activités en réponse à une insécurité alimentaire modérée et élevée.
2. L'équipe s'est entretenue avec les ministres ou les hauts fonctionnaires de l'éducation, des ressources hydriques, des programmes spéciaux, du cabinet du Président et du développement du nord du Kenya et d'autres zones arides, ainsi qu'avec l'équipe de pays du système des Nations Unies, dont son Coordonateur Résident, et avec les représentants des donateurs. Sur le terrain, l'équipe a rencontré des agents locaux du Gouvernement, des membres de la communauté, des réfugiés vivant dans les camps, des écoliers et des représentants des partenaires de mise en œuvre.
3. À Nairobi, l'équipe s'est rendue à Kibera, réputé être le plus grand bidonville d'Afrique, et a pu voir les programmes appuyés par le PAM (alimentation scolaire et enfants vivant avec le VIH/sida). Dans les zones arides, les membres de l'équipe ont visité le camp de réfugiés de Dadaab, dans la Province orientale, et le village de Dertu, dans les environs de Garissa, l'un des sites du projet "Villages du Millénaire" des Nations Unies. Dans les zones semi-arides, l'équipe a visité des sites de la zone de Mwingi (semi-aride) où le PAM appuie des initiatives Vivres pour la création d'actifs et Achats pour le progrès.

CONTEXTE

4. Le Kenya est un pays à faible revenu et à déficit vivrier classé au 148^e rang sur 177 sur l'indice du développement humain du PNUD. Selon le rapport sur le développement humain de l'année 2007-2008, l'aggravation de la faim serait due à une pauvreté endémique, conjuguée à une croissance relativement faible des revenus dans les zones arides et semi-arides (souvent affectées par la sécheresse) et à une forte poussée démographique. En raison des chocs climatiques, le pays est sujet à une insécurité alimentaire sévère et récurrente. La plupart des familles vivant dans les zones arides et semi-arides sont vulnérables à l'insécurité alimentaire et bon nombre d'entre elles ont

recours à des mécanismes de survie très néfastes, tels que la vente de bétail et d'autres actifs. Dans l'ensemble:

- La **pauvreté absolue a diminué**, passant de 52 pour cent en 1997 à 46 pour cent en 2005-06, mais les **inégalités** persistent;
 - La **population** est de 38,3 millions de personnes. **L'espérance de vie** est de 53 ans. Un enfant sur 14 meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans;
 - Le **revenu national brut** est de 770 dollars par habitant, alors que la moyenne pour l'Afrique subsaharienne est de 1082 dollars par habitant;
 - Un Kenyan sur 5 **n'est pas en mesure de subvenir à ses besoins alimentaires de base**;
 - Après un pic à la fin des années 1990 (prévalence générale de 10 pour cent chez les adultes), en 2007 le **VIH/sida** a légèrement baissé (7,4 pour cent, soit 1,4 millions de personnes);
 - **L'économie** a commencé à se relever de chocs multiples (violences lors des élections, sécheresse, flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant, récession mondiale). Après une croissance de 1,7 pour cent en 2008 et de 2,0 pour cent en 2009, un taux de croissance de 3,1 pour cent est annoncé pour l'année 2010.
5. Depuis plusieurs décennies - jusqu'en 2008 - le Kenya a connu une situation politique particulièrement stable. Toutefois, les élections de décembre 2007 ont été suivies d'une vague de violences. L'accord sur le partage du pouvoir et la mise en place d'un gouvernement de coalition début 2008 ont permis, entre autres, la création de nouveaux ministères: Ministère pour le Développement du nord du Kenya et d'autres zones arides et Ministère pour le Développement urbain de Nairobi. Le gouvernement est toujours confronté à de nombreux problèmes. Des efforts sont néanmoins déployés pour s'attaquer aux tensions sous-jacentes, et un référendum sur la réforme constitutionnelle et les droits fonciers est prévu.
6. Le Kenya, qui jouxte la Somalie, l'Éthiopie, le Sud Soudan, l'Ouganda et la République Unie de Tanzanie, représente un centre économique et géopolitique essentiel pour la région. L'aggravation de la situation dans la Somalie voisine et l'afflux de réfugiés qui pourrait en découler constitue l'un des principaux défis externes que devra relever le Gouvernement. Pour le PAM, le Kenya, avec le port de Mombasa, est une zone de transit stratégique; c'est par cette voie qu'est acheminée l'aide alimentaire destinée au Burundi, à la RDC, au Rwanda, à la Somalie, au Sud Soudan et à l'Ouganda (613 000 tonnes en 2009).
7. Au moment de la visite des membres de l'équipe, le pays vivait ses premières phases de relèvement après plusieurs années de sécheresse: les modestes précipitations de novembre à janvier avaient été les meilleures recensées depuis plusieurs années. En dépit d'une baisse générale des prix des denrées alimentaires, les prix du maïs demeuraient élevés, facteur essentiel permettant de déterminer le niveau des distributions alimentaires générales dans les zones arides et semi-arides.

Le programme du PAM au Kenya

8. Le programme de pays - Kenya est l'un des plus importants du PAM. Il comprend quatre opérations: le programme de pays, axé sur l'alimentation scolaire et le soutien aux personnes vulnérables affectées par le VIH/sida; une IPSR dont l'objectif est de lutter contre l'insécurité alimentaire dans les zones arides et semi-arides grâce à des distributions alimentaires générales, à l'alimentation scolaire d'urgence, à la supplémentation

alimentaire, à la Santé de la mère et de l'enfant, aux rations de protection et aux Vivres pour la création d'actifs; une deuxième IPSR apportant un soutien alimentaire aux réfugiés des camps permanents du nord et de l'est du Kenya; et enfin un programme d'Achats pour le progrès. Ces quatre opérations couvrent les situations d'urgence, le redressement, le secours prolongé et le développement.

OBSERVATIONS

9. Le programme du PAM semble être bien axé sur les personnes les plus vulnérables résidant dans les zones arides et semi-arides et dans les campements urbains informels. En fonction du contexte, et en réponse aux priorités et aux besoins locaux, le programme comprendra des activités liées au secours, au redressement ou au développement.

Relation avec le Gouvernement

10. Le Gouvernement kenyan a indiqué qu'il entendait continuer à considérer la sécurité alimentaire comme une priorité politique: des mesures pratiques ont été adoptées pour renforcer les capacités nationales en matière de sécurité alimentaire (par exemple, contributions en nature pour le PAM, création de réserves céréalières stratégiques et investissements accrus pour le développement économique et les infrastructures des zones arides et semi-arides). La création d'un ministère entièrement consacré au nord du Kenya est une décision positive qui témoigne de l'attention accordée aux besoins des zones arides et semi-arides. Toutefois, la coordination nationale sur les questions de sécurité alimentaire est encore récente et se heurte à des problèmes de mise en œuvre tels que la fragmentation des budgets et l'inégalité des capacités dont disposent les ministères techniques au niveau des districts. Pour lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire, la participation d'autres acteurs nationaux (ONG locales, société civile et secteur privé) est également essentielle.
11. L'ONU est un partenaire stratégique du Gouvernement. Les activités du PAM sur le terrain semblent en adéquation avec les stratégies, politiques et plans nationaux. Les représentants du Conseil étaient conscients de l'importance et du soutien que le Gouvernement kenyan accorde à la présence et au travail du PAM et d'autres organismes des Nations Unies, preuve en est l'allocation récente de terrains pour l'extension du camp de réfugiés de Dadaab, mesure dont l'équipe s'est grandement félicitée. L'équipe a pu observer que les autorités locales et le PAM travaillaient en étroite collaboration sur le terrain. Les représentants locaux ont exprimé maintes idées intéressantes sur la manière d'améliorer l'efficacité des programmes auxquels le PAM participe. Les représentants du Gouvernement ont indiqué avoir bien compris l'importance de mettre en place des stratégies de transfert de responsabilités et de s'affranchir de la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire.

Relation avec l'équipe de pays de l'ONU et d'autres partenaires

12. Au niveau central, le PAM semble être bien intégré au sein de l'équipe de pays de l'ONU. Toutefois, en fonction des avantages comparatifs de chaque partenaire, il est possible, pour la planification et la mise en œuvre des activités de terrain, d'améliorer la coordination au sein de l'équipe de pays de l'ONU. En ce sens, en raison du rôle géopolitique primordial de Nairobi dans la région, un recentrage sur les organismes basés à Rome est nécessaire. Cette coopération trilatérale est entravée au Kenya par l'absence du FIDA et par le déploiement limité de la FAO dans les zones arides et semi-arides.

Alimentation scolaire, vivres au profit de la formation et travail avec les personnes affectées par le VIH/sida

13. L'équipe s'est félicitée de l'efficacité du ciblage des programmes d'alimentation scolaire: cet outil a permis d'aider quelque 720 000 enfants vulnérables dans les bidonvilles urbains, les camps de réfugiés et les campements des communautés rurales (à Kibera, Dadaab et Garissa respectivement). Le Gouvernement kenyan semble assumer progressivement la responsabilité de l'alimentation scolaire: en 2009, il a lancé le Programme national d'alimentation scolaire destiné à fournir, comme le faisait précédemment le PAM, un repas chaud quotidien (les aliments étant achetés par les écoles sur les marchés et aux fermiers locaux) à environ 540 000 enfants. L'objectif de ce partenariat est de couvrir les districts qui en ont le plus besoin. L'aide alimentaire, en appui aux programmes de formation professionnelle, s'est avérée un outil tout aussi utile dans la ville de Dadaab.
14. Au Kenya, le VIH/sida et les maladies qui y sont liées ont tué 1,5 million de personnes, faisant 2,4 millions d'orphelins. À Kibera, l'équipe a visité un dispensaire qui distribue un traitement antirétroviral aux enfants touchés par le VIH/sida. Le personnel nous a expliqué de vive voix que pour supporter le traitement, ces enfants avaient besoin de s'alimenter. Les activités du PAM dans ce domaine ont débuté par un programme pilote et couvrent actuellement 75 000 personnes.

Distributions alimentaires générales (et autres programmes alimentaires)

15. L'équipe a assisté à des distributions alimentaires générales dans le Camp de Dadaab¹ et à Garissa. Ces deux opérations étaient menées par les partenaires de mise en œuvre du PAM. À Dadaab, si les distributions s'élevant à 6 000 tonnes par mois semblaient bien organisées, nous avons été frappés de voir qu'avec le temps, cette mesure dite temporaire s'était 'institutionnalisée' – le camp existant depuis 1990 et certaines familles ayant atteint la troisième génération. Nous nous félicitons de la construction par le PAM d'un nouveau centre de distribution qui offrira un environnement plus agréable. Nous n'avons pas eu l'occasion d'observer d'autres formes de distribution comme l'alimentation supplémentaire de secours ou ciblée ou de nous forger une opinion sur la manière dont les bénéficiaires perçoivent ces différentes approches. Nous n'avons pas non plus pu juger de l'efficacité des activités (en ce qui concerne les erreurs d'inclusion ou d'exclusion), mais sur l'un des sites que nous avons visités, la population s'est plainte de la non inclusion de certaines personnes.

Réfugiés

16. L'existence de vastes camps semi-permanents tels que Dadaab et Kakuma présente des défis extrêmement spécifiques pour le gouvernement, l'ONU et le PAM. Nous avons appris qu'à Dadaab (complexe de trois camps de 260 000 personnes décrit comme le camp le plus vieux, le plus grand et le plus surpeuplé au monde), le nombre de réfugiés augmentait constamment, et que l'on craignait de nouveaux afflux si la situation dans le sud de la Somalie venait à se détériorer. Tout indique qu'il existe une activité économique dans les camps (bars, cybercafés), ce qui accroît le problème du type de soutien à apporter aux communautés "hôtes".

¹ Il semble que le bureau du PAM au Kenya envisage de mettre en place un programme de bons d'alimentation/transferts monétaires à titre expérimental à Dadaab en tenant dûment compte de la politique du Gouvernement relative aux camps.

Vivres pour la création d'actifs

17. Le PAM travaille avec le Projet de gestion des ressources des terres arides et les partenaires de mise en œuvre locaux pour appuyer la création d'actifs allant de terreaux pour plantation intérieures et de conservation de l'eau dans des zones semi-arides à des gamelles pour le bétail dans les zones les plus arides. Ces deux types de zones, sujettes à la sécheresse, accueillent un nombre significatif de personnes chroniquement exposées à l'insécurité alimentaire, qui par conséquent nécessitent une aide alimentaire périodique, voire permanente.
18. Les Vivres pour la création d'actifs constituent une manière plus digne et plus productive de distribuer périodiquement des denrées alimentaires aux personnes qui en ont besoin. Ce programme peut être considéré comme un outil innovant pour faire le lien entre le secours et le redressement et contribuer à des scénarios de sécurité alimentaire à plus long terme. Il peut être un moyen efficace de soutenir le développement de l'agriculture locale et un encouragement pour que les communautés et les autorités locales investissent davantage dans les infrastructures rurales.
19. L'amélioration des terres figure dans les politiques kenyanes depuis de nombreuses années et est un élément clé de l'actuelle stratégie pour les terres arides et semi-arides. S'il s'agit là du principal objectif, alors il existe peut-être d'autres moyens pour y parvenir. Certains des partenaires de mise en œuvre du PAM ont mené avec succès des activités d'Espèces contre des actifs; de fait, nous avons appris qu'il s'agissait de la méthode choisie par le Ministère des ressources hydriques. La question n'est pas de départager les deux méthodes: tout dépendra d'un éventail de facteurs, et notamment de la préférence des bénéficiaires. Toutefois, le fait de se limiter aux transferts de denrées alimentaires empêche le PAM de moduler les deux méthodes de manière plus adéquate.

Achats pour le progrès

20. Pour le Kenya, il s'agit d'un programme pilote. L'équipe a été impressionnée par la manière innovante avec laquelle il était mis en œuvre. Bien que ce programme ait permis d'acheter du maïs à des prix compétitifs dans le centre du Kenya, le PAM se concentre actuellement sur les marchés non contrôlés (par exemple pour le sorgho) dans les zones à potentiel moyen situées hors de la zone centrale du maïs où la commercialisation est moins développée, et traite avec de petits négociants comme celui de Mwingi dont l'équipe a visité l'entrepôt. Toutefois, cela ne va pas sans poser de problème. Dans certaines zones, l'équipe a entendu dire que cette année, le PAM était confronté à des problèmes de qualité – et notamment des taux dangereusement élevés d'aflatoxine dans les céréales commandées. La mise en place de ces deux programmes (Achats pour le progrès et Vivres pour la création d'actifs) dans une même zone crée un dilemme supplémentaire: lorsque les besoins d'aide alimentaire sont au plus haut lors des mauvaises récoltes, la production au plus bas et inversement.
21. En traitant ces questions, l'équipe a constaté qu'un partenariat était envisageable avec les autres organismes basés à Rome. Cela étant, le PAM bénéficie déjà d'une excellente contribution technique d'organisations kenyanes telles que le Ministère de l'agriculture, l'Organisation nationale de recherche agricole et les ONG spécialisées et il est trop tôt pour se prononcer sur le bien-fondé d'un investissement du FIDA, l'expérience du programme Achats pour le progrès étant encore trop récente.

Projet "Villages du Millénaire"

22. Dans le village de Dertu (l'un des deux Villages du Millénaire du Kenya sur un total de 14 en Afrique), l'équipe a constaté que différents services de base dont la santé, l'éducation, l'eau, la santé animale et la nutrition animale se sont améliorés. L'approche est adaptée aux besoins des communautés pastorales pour lesquelles Dertu constitue un point central de services (plutôt qu'un lieu de résidence). Le Projet "Villages du Millénaire" cherche à démontrer qu'une série d'améliorations de base apportées *simultanément* peuvent améliorer les conditions de vie des personnes démunies. Ce projet semble avoir été couronné d'un certain succès; toutefois, le défi à relever reste d'assurer la durabilité, et l'équipe avait quelques doutes à ce sujet.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

23. En raison de la complexité de son contexte économique, politique et régional, le Kenya constitue un environnement problématique, mais le PAM bénéficie d'une bonne coopération avec le Gouvernement aux niveaux national et local, et la prévalence de l'insécurité alimentaire dans le pays justifie une présence importante de l'organisation.
24. De toute évidence, un grand nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire bénéficient de l'assistance du PAM. Mais une approche plus stratégique de la part du gouvernement et de ses partenaires impliquant une meilleure intégration et rationalisation des contributions du PAM est nécessaire pour s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité. Dans les zones arides et semi-arides, il est souhaitable d'évoluer vers une approche gouvernementale pluriannuelle et un système de filets de sécurité afin que les personnes ciblées dont l'insécurité alimentaire est prévisible puissent bénéficier d'un soutien protectif et productif de leurs moyens de subsistance au lieu de demeurer tributaires des distributions alimentaires générales. Le PAM doit continuer de s'engager avec le Gouvernement et la communauté des donateurs pour traiter les problèmes des zones urbaines aussi bien que ceux des zones arides et semi-arides.
25. Le Bureau du PAM au Kenya n'est pas en mesure de développer un nouveau style de stratégie de pays. Néanmoins, nous encourageons l'équipe de pays à examiner la manière dont les différentes activités en cours pourraient être plus cohérentes et mieux s'appuyer les unes les autres. Cela revêt une importance particulière dans la mesure où les trois opérations les plus importantes manquant de financements, il faut maximiser les synergies. L'équipe présente les quelques recommandations spécifiques ci-après:

➤ **Alimentation scolaire, Vivres au profit de la formation et travail avec les personnes touchées par le VIH/sida**

Continuer de développer des programmes nationaux d'alimentation scolaire dans le cadre d'une politique de bien-être social. Appuyer dans un même temps le transfert progressif des responsabilités au Gouvernement et aux communautés afin de maintenir la durabilité et la continuité des projets d'alimentation scolaire du PAM. Accorder plus d'attention non seulement à l'aspect éducatif de l'alimentation scolaire, mais également à d'autres facteurs: santé, protection sociale, nutrition, etc. Renforcer le partenariat avec la Banque mondiale, notamment en proposant un concept renouvelé de l'alimentation scolaire considérée comme un filet de sécurité.

➤ **Distributions alimentaires générales (et autres programmes alimentaires)**

Essai de l'utilisation d'espèces/de bons d'alimentation en plus de la distribution physique lors des distributions alimentaires générales, notamment dans le Camp de Dadaab. Ceci présente plusieurs bénéfices potentiels: donner un certain degré de 'normalité' à la distribution d'aliments; permettre à la présence du camp d'apporter un bénéfice économique à la communauté hôte en tant que fournisseur; et la possibilité d'une épargne en espèces. Il existe tout de même des risques: une communauté importante mais physiquement isolée pourrait devenir l'otage d'une exploitation commerciale, mais ces risques peuvent être gérés.

➤ **Vivres pour la création d'actifs**

Compléter les Vivres pour la création d'actifs avec des approches axées sur les espèces. Des partenaires de mise en œuvre et des bénéficiaires nous ont appris que pour certaines personnes et pendant certaines saisons, les programmes d'actifs axés sur les espèces seraient préférables. Certains partenaires du PAM mènent déjà des programmes axés sur les espèces, et il serait pertinent pour le PAM d'être suffisamment souple pour varier ses modalités d'approvisionnement. Les opérations Espèces et bons d'alimentations devraient demeurer à l'échelle de programmes pilotes et être optionnelles jusqu'à ce que les liens entre les bénéficiaires et les marchés et les conséquences de leur impact sur les prix pratiqués aient été minutieusement évalués.

➤ **Achats pour le progrès**

Poursuivre l'expérience, qui présente des éléments très innovants. L'objectif final de mettre en place une chaîne alimentaire du producteur jusqu'au consommateur et d'assurer l'accès des petits exploitants aux marchés locaux et régionaux est extrêmement important et mérite d'être salué, mais il faut soigneusement examiner les problèmes de volume, de qualité, de durabilité, de rendement coût-efficacité et la question saisonnière (pendant les années où les besoins d'aide alimentaire sont élevés, les options d'achats au niveau local sont réduites). Mener une évaluation à mi-parcours pour explorer ces questions.

➤ **Projet "Villages du Millénaire"**

Afin de ne pas compliquer davantage le succès de la durabilité à long terme, l'intervention du PAM dans le village de Dertu devrait être limitée et équivalente à celle d'autres zones arides et semi-arides. L'absence de données fiables constitue un problème important, que ce soit pour les deux types de zones ou pour les Villages du Millénaire, mais une collecte de données et une analyse exhaustives pourraient fournir des informations utiles sur l'efficacité et l'impact des différents outils d'aide alimentaire.

REMERCIEMENTS

26. L'équipe tient à remercier sincèrement M. Burkard Oberle, Directeur de pays, ainsi que tout le personnel du PAM au Kenya, qui ont organisé la visite des membres de l'équipe, les ont accompagnés sur le terrain et ont tout mis en œuvre pour garantir des débats ouverts, riches et productifs. Elle souhaite également remercier le Gouvernement du Kenya d'avoir facilité les réunions avec les ministres et les hauts fonctionnaires, et d'avoir contribué à assurer en permanence la sécurité de l'équipe. Enfin, la chaleureuse hospitalité et l'accueil qui a été réservé à l'équipe par la population et les communautés ont été grandement appréciés.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement